

Reconnaissance de l'Etat de Palestine : un élan diplomatique, une semaine après l'annonce de la France

Dans le sillage d'Emmanuel Macron, le Royaume-Uni, le Canada et le Portugal ont pris un engagement similaire, aggravant l'isolement du gouvernement israélien de Benjamin Nétanyahou.

Par Claire Gatinois

Publié aujourd'hui à 05h30, modifié à 11h22 · Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Le premier ministre palestinien, Mohammad Mustafa, après son allocution lors d'une conférence de haut niveau sur la mise en œuvre de la solution à deux Etats, au siège des Nations unies, à New York, le 28 juillet 2025. ADAM GRAY/AP

Du fort de Brégançon, à Bormes-les-Mimosas (Var), où le couple présidentiel a élu domicile depuis le 1^{er} août pour ses congés d'été, Emmanuel Macron peut savourer sa victoire diplomatique. Lui qui fut travaillé par le doute, inquiet par les représailles formulées en coulisses par Israël, n'a-t-il pas eu raison, finalement, de franchir le pas ? Le président a annoncé, le 24 juillet, qu'il reconnaîtrait la Palestine en septembre, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York.

La promesse, rédigée dans une lettre adressée au chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, est décrite par le président français comme « *un devoir moral* » à l'heure où le gouvernement israélien de Benyamin Nétanyahou orchestre une famine dans la bande de Gaza et accélère l'annexion de la Cisjordanie.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

La France, impuissante à faire cesser le conflit à Gaza, enclenché après les massacres du 7 octobre 2023 commis par le Hamas, présente son initiative politique comme un chemin vers la paix, censée raviver la solution à deux Etats que rejettent M. Nétanyahou et ses ministres d'extrême droite. Mais cette décision a, sans surprise, irrité Israël et déplu aux Etats-Unis, son allié le plus proche. La France pouvait craindre d'être isolée sur la scène internationale.



Pourtant, dans le sillage d'Emmanuel Macron, le premier ministre du Royaume-Uni, Keir Starmer, celui du Canada, Mark Carney, et celui du Portugal, Luis Montenegro, ont fait, en l'espace de quelques jours, un pas similaire, s'engageant à reconnaître, eux aussi, l'Etat palestinien d'ici au rendez-vous onusien. Assez pour affaiblir la rhétorique de l'Etat hébreu, qui qualifie cette reconnaissance de « cadeau » fait au Hamas.

« *La dynamique prend, c'est incontestable* », se félicite-t-on à l'Elysée. Il plane un vent de soulagement à Paris, où l'on se souvient de la pression exercée par Israël. En mai, l'Etat hébreu prévenait que si la France mettait sa promesse à exécution, elle serait exclue de tous les pourparlers une fois la guerre finie. « *Le jour d'après, vous sortez du jeu. Le statut de la France sera équivalent à celui de la Slovaquie !* », avait assuré un cadre du gouvernement de M. Nétanyahou, pensant blesser l'orgueil français.

Narratif israélien contrarié

Cette menace a, un temps, touché le président de la République. « *Il y a eu des doutes* », admet un cadre du Quai d'Orsay. Emmanuel Macron, qui rêvait d'un grand mouvement de reconnaissance mutuelle entre Israël et la Palestine, n'avait rien obtenu de l'Arabie saoudite, ni d'aucun pays arabe ou musulman. L'attitude d'Israël à Gaza, révoltant leurs opinions publiques, bloquait tout geste favorable à l'Etat hébreu.

Faute de reconnaître la Palestine, les diplomates avaient donc, un temps, parlé d'une « *feuille de route* » que pourrait tracer M. Macron, le 18 juin, jour initialement prévu pour une conférence à l'Organisation des Nations unies (ONU), coprésidée avec le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman, dit « MBS ». Le chef de l'Etat y aurait listé des prérequis pour aller vers une reconnaissance. Les frappes israéliennes en Iran, cinq jours avant ce rendez-vous, l'ont obligé à ajourner son projet.

Lire aussi | [Combien de pays reconnaissent l'existence d'un Etat palestinien ?](#)



S'est ensuivi un moment de flottement, jusqu'au 24 juillet. Trois versions de la lettre à M. Abbas avaient été rédigées. L'une d'elles conditionnait la reconnaissance de l'Etat palestinien à diverses exigences pesant sur le futur Etat, rendant chimérique la promesse présidentielle. C'est finalement une reconnaissance « sèche » qu'a acceptée Emmanuel Macron. « *Parfois, il faut faire le bon choix face à la grande histoire et avoir confiance qu'on finira par être accompagné* », a commenté, sur X, le 31 juillet, Majed Bamy, observateur permanent adjoint de l'Etat de Palestine auprès de l'ONU.

A Londres, à Ottawa ou à Lisbonne, personne ne veut aujourd'hui apparaître comme le suiveur de la France. Il est vrai que c'est avant tout le récit des atrocités commises par l'armée israélienne qui, émouvant les opinions publiques partout dans le monde, a poussé ces pays à sauter le pas. « *Pourquoi on agit ? Il y a une réponse très simple, c'est Gaza* », tranche un diplomate canadien. A Londres, dès le 12 juillet, 60 députés du Parti travailliste, auquel appartient le premier ministre, Keir Starmer, appelaient le Royaume-Uni à reconnaître « *immédiatement* » la Palestine, dénonçant le « *nettoyage ethnique* » en cours dans la bande de Gaza.



Les crimes commis par les colons israéliens en Cisjordanie, les images d'enfants gazaouis décharnés comme les alertes des organisations non gouvernementales (ONG) sur les niveaux élevés de malnutrition provoqués par le blocage des livraisons d'aide humanitaire par Israël ont fait leur œuvre. Bien que l'Etat hébreu interdise aux journalistes étrangers l'accès à Gaza, sa justification des événements, la « *hasbara* » ou explication, faisant du Hamas l'unique responsable du désastre gazaoui, a peu à peu été contrariée. Fin juillet, un ancien béret vert américain, Anthony Aguilar, embauché par la Fondation humanitaire de Gaza, seule ONG autorisée dans l'enclave et agissant sous le contrôle d'Israël, a narré sur diverses chaînes anglo-saxonnes avoir vu les soldats israéliens tirer sur la foule venant chercher de la nourriture. Ces militaires sont des « *criminels* », a-t-il dénoncé.

« Catalyseur »

La France, en se lançant, a galvanisé un élan en faveur de la Palestine. « *La démarche voulue par le président de la République consistait à ne plus faire de la reconnaissance l'aboutissement d'un processus de paix, mais à l'utiliser comme un levier pour relancer le processus de paix* », pointe le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. C'est en « *l'annonçant clairement* » que Paris a « *servi de catalyseur* à [ses] partenaires », présume le ministre, qui regarde maintenant en direction de l'Australie, un pays qui pourrait, espère-t-il, s'engager prochainement vers la reconnaissance.



Le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, lors d'une conférence sur la Palestine, aux Nations unies, à New York, le 28 juillet 2025. ADAM GRAY/AP

Dans ce contexte, la conférence qui se tenait les 28 et 29 juillet entre ministres des affaires étrangères, au siège de l'ONU, à New York, a contribué à un « *momentum politique* », estime Zeid Ra'ad Al-Hussein, à la tête de l'Institut international pour la paix, un groupe de réflexion basé à New York. A la

tribune de l'ONU, désertée par Israël et par les Etats-Unis, les pays présents se sont indignés du comportement de l'Etat hébreu, contraire à tous les principes du droit international.

Lire aussi |  [Le Canada promet de reconnaître l'Etat de Palestine, quitte à froisser les Etats-Unis](#) 

Au même moment, l'Egypte, la Turquie, la Ligue arabe et le Qatar ont fait un pas « *historique* », selon M. Barrot. Participant aux groupes de travail visant à concrétiser la solution à deux Etats, ces pays ont signé le document final condamnant l'attaque du 7-October, appelant à la démilitarisation du Hamas et plaidant pour une architecture de sécurité régionale sur le modèle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

« *Il a fallu tenir bon jusqu'à la dernière minute pour faire aboutir ces engagements sans précédent* », précise M. Barrot. Aux mots figurant sur le communiqué final : « *Hamas must end its rule in Gaza* » (« le Hamas doit cesser de gouverner Gaza »), l'Egypte préférait un terme plus vague, « *Hamas must end its role in Gaza* » (« le Hamas ne doit plus avoir de rôle à Gaza »), quand le Qatar rechignait à signer. A la fin, ces mots couchés sur le papier ont pu aider le Royaume-Uni, le Canada et le Portugal à faire mentir l'idée qu'une reconnaissance de la Palestine serait une récompense faite au Hamas.

« *La conférence de l'ONU à New York a montré qu'Israël se trouvait de plus en plus en position minoritaire* », constatait le ministre des affaires étrangères allemand, Johann Wadephul, avant de s'envoler pour Tel-Aviv, le 30 juillet, jugeant que « *la catastrophe humanitaire [à Gaza] dépasse l'imagination* ». Nul doute que « *l'ambiance mondiale est en train de changer* », note l'ancien haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al-Hussein.

Des pays de poids

« *Cette conférence ne résout pas tout. Mais préciser le chemin vers la solution politique peut avoir des effets importants sur le reste, sur le cessez-le-feu, sur l'humanitaire...* », veut croire M. Barrot. Alors que le nombre de civils morts dans l'enclave palestinienne continue d'augmenter, la France pense que son initiative, soutenue par des pays de poids, accentue la pression sur Israël et sur son allié américain, le seul à même, pense-t-on à Paris, d'exercer une influence sur M. Nétanyahou.

Lire aussi |  [Reconnaissance de l'Etat palestinien : le Royaume-Uni se place dans le sillage de la France](#) 

Certes, Donald Trump a signifié son « *mécontentement* » à l'égard des pays reconnaissant la Palestine, allant jusqu'à menacer le Canada de mesures de rétorsion. « *Wow ! Le Canada vient d'annoncer son soutien à l'accession au statut d'Etat pour la Palestine. Cela va compliquer grandement la conclusion d'un accord commercial avec eux* », a-t-il prévenu sur son réseau, Truth Social. Mais le président américain observe que ses concitoyens, y compris au sein de son électorat MAGA (Make America Great Again) lâchent peu à peu le gouvernement Nétanyahou. « *Mon peuple commence à détester Israël* », a signalé le locataire de la Maison Blanche devant un important donateur juif, selon le *Financial Times* du 30 juillet.

Or « *Donald Trump se retrouve dans une situation où il ne fait rien* », observe un diplomate basé à Jérusalem, rappelant les tentatives infructueuses des Etats-Unis à obtenir un cessez-le-feu lors de la visite du premier ministre israélien à la Maison Blanche, début juillet. Envoyé dans la bande de Gaza, où il a passé « *cinq heures* » vendredi, dit-il, Steve Witkoff, l'émissaire du président américain, a

affirmé qu'il fournirait à ce dernier « *une compréhension claire de la situation humanitaire* » et qu'il lui permettrait « *d'élaborer un plan visant à livrer de la nourriture et une aide médicale aux habitants de Gaza* ».

Les responsables israéliens, eux, font mine de ne pas s'affoler de cette atmosphère, persuadés de pouvoir inverser le cours des choses, d'ici à l'Assemblée générale de l'ONU. « *Il y a eu des pressions exercées par la France sur ses alliés. Mais notez que chaque déclaration a une porte de sortie : "Nous reconnâtrons... mais si... nous ne le ferons pas"* », pointe un diplomate israélien, alors que Paris assure que tout retour en arrière est inenvisageable.

Lire aussi | [La logique de la reconnaissance de la Palestine](#)



Claire Gatinois

Jeux

Découvrir



Mots croisés mini

Profitez tout l'été de grilles
5x5 inédites et ludiques,
niveau débutant

Mots croisés

Chaque jour une nou
grille de Philippe Du